

30 septembre 2011 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur les réformes mises en oeuvre en Grèce et les mesures pour l'intégration économique de la Zone euro, à Paris le 30 septembre 2011.

Mesdames et Messieurs,

Je viens de recevoir M. PAPANDEOU, le Premier ministre grec. Je lui ai demandé qu'il mette en vigueur les efforts de réformes et d'économies auxquels, au nom du gouvernement grec, il s'est engagé.

Je sais que le peuple grec a beaucoup souffert ces derniers mois et ces dernières semaines, mais pendant trop d'années, des réformes ont été différées et des mauvaises habitudes ont été contractées.

Le Premier ministre grec m'a assuré de la détermination totale du gouvernement grec de mettre en uvre scrupuleusement la totalité des engagements que la Grèce a contractés. Il m'a même indiqué le souci de transparence des autorités grecques, celles-ci étant prêtes à accueillir des collaborateurs européens et d'autres pays de l'Europe pour vérifier, pas à pas, que les engagements qui ont été demandés par l'Europe à la Grèce sont scrupuleusement tenus.

Mes chers compatriotes,

Je voudrais vous dire que nous avons une obligation morale à l'endroit des pays membres de la zone euro et membres de l'Union européenne. L'Europe, c'est une civilisation, c'est une famille et c'est une solidarité.. L'échec de la Grèce serait l'échec de toute l'Europe. Il n'y a pas d'autre alternative crédible.

Oui, il y a une obligation morale de solidarité, mais il y a une obligation économique de solidarité. Souvenez-vous, lorsqu'en 2008, aux Etats-Unis, la banque Lehman Brothers est tombée en faillite, c'est l'ensemble des systèmes bancaires dans le monde qui en ont payé les conséquences.

Il n'est pas possible de laisser tomber la Grèce pour des raisons économiques et pour des raisons morales.

Je serai en Allemagne dans les prochains jours pour continuer avec la Chancelière MERKEL le travail de collaboration, de coordination entre l'Allemagne et la France qui a permis d'assurer la protection de l'Europe. Il ne peut y avoir entre l'Allemagne et la France qu'une parfaite identité de vue pour résister à la spéculation, pour résister à l'emballement des marchés et pour protéger l'Europe.

Avec Mme MERKEL, nous discuterons des voies et des moyens pour accélérer l'intégration économique de la zone euro et pour mettre en place le plus rapidement possible les mesures qui ont été décidées le 21 juillet dernier.

Je me réjouis du succès remporté par la Chancelière lors du vote qui s'est déroulé hier au Bundestag.

Je vous remercie, Mesdames et Messieurs.